

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1994/NGO/50
4 mars 1994

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquantième session
Point 8 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA REALISATION DU DROIT AU DEVELOPPEMENT

Exposé écrit présenté par Human Rights Advocates, organisation
non gouvernementale dotée du statut consultatif de la catégorie II

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit ci-après, qui est distribué
conformément à la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social.

[10 février 1994]

RELATION ENTRE LE DROIT AU DEVELOPPEMENT, LES AUTRES
DROITS DE L'HOMME ET L'ENVIRONNEMENT

1. L'Organisation Human Rights Advocates présente à la Commission des droits de l'homme, conjointement avec le Natural Heritage Institute 1/, l'exposé écrit ci-après :
2. Dans sa résolution 1993/22, la Commission des droits de l'homme a créé un groupe de travail chargé de repérer les obstacles à la mise en oeuvre et à la réalisation de la Déclaration du droit au développement. Dans son rapport (E/CN.4/1994/21), le Groupe de travail a constaté qu'un sentiment de responsabilité universelle commune se dégagait, qui englobait non seulement un consensus de plus en plus large sur l'épanouissement de l'être humain, mais aussi une préoccupation plus affirmée pour les droits de l'homme et l'environnement.
3. La consultation mondiale sur la jouissance effective du droit au développement en tant que droit de l'homme, tenue du 8 au 12 janvier 1990, a vu dans les techniques de développement inappropriées et destructrices de graves obstacles à la mise en oeuvre du droit au développement. Elle a conclu que le mépris des droits de l'homme et en particulier du droit au développement pouvait provoquer des conflits et une instabilité qui risquaient à leur tour de compromettre la réalisation des conditions économiques nécessaires au développement en entraînant notamment l'émigration forcée et la destruction de l'environnement (E/CN.4/1990/9/Rev.1, par. 161 à 169).
4. Le rapport adressé par le Secrétaire général à la Commission à sa quarante-neuvième session porte principalement sur les obstacles au développement au niveau macro-économique international. Il n'aborde pas le problème des obstacles qu'un développement écologiquement irrationnel peut présenter pour la réalisation du droit au développement et d'autres droits fondamentaux de l'homme (E/CN.4/1993/16).
5. La relation entre les droits de l'homme et l'environnement a été analysée à l'intention de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités par le Rapporteur spécial, Mme Fatma Ksentini (E/CN.4/Sub.2/1993/7, E/CN.4/Sub.2/1992/Add.1).
6. Les problèmes environnementaux empêchent une grande partie de la population mondiale d'exercer des droits de l'homme fondamentaux et d'en jouir effectivement. La pollution de l'eau et de l'air, l'accumulation de déchets solides et dangereux, la dégradation des sols et le déboisement empêchent beaucoup de personnes de satisfaire leurs besoins minimaux en matière de santé et de survie. Quant à savoir s'il existe un "droit" de l'homme fondamental "à l'environnement", un environnement sans danger et écologiquement équilibré est nécessaire à la réalisation de tous les droits de l'homme fondamentaux.
7. L'objectif du développement est l'épanouissement général de l'être humain et un accroissement durable du bien-être de tous les êtres humains. Seul un développement réalisé de manière à protéger l'environnement peut être véritablement durable et garantir les autres droits de l'homme fondamentaux.

Le développement économique et la saine gestion de l'environnement sont des aspects complémentaires d'une même action. L'absence d'une protection adéquate de l'environnement sape le développement, et sans développement, la protection de l'environnement risque d'échouer.

8. L'Organisation des Nations Unies et de nombreux gouvernements et organes régionaux ont reconnu que l'objectif du développement humain était la réalisation de tous les droits de l'homme, dans bien des régions du monde; l'environnement est dégradé par des promoteurs, souvent avec l'approbation tacite du gouvernement et en violation des autres droits de l'homme fondamentaux.

9. Les projets de développement médiocrement planifiés dans des régions vulnérables exercent des pressions de plus en plus fortes sur l'environnement et sur l'épanouissement durable de l'être humain. Des projets visant à améliorer le niveau de vie affectent souvent de manière irréparable des modes de subsistance préexistants qui avaient fait leurs preuves.

10. Ce sont les peuples autochtones qui sont le plus souvent touchés par le processus de développement. La prospection pétrolière, les activités d'extraction, le déboisement et la construction de barrages dégradent leurs terres et mettent en péril leur survie matérielle et culturelle 2/.

11. L'exploitation et la dégradation des ressources naturelles ont créé le groupe de personnes déplacées le plus important du monde, et qui progresse le plus rapidement. Les réfugiés de l'environnement sont des personnes qui fuient les catastrophes naturelles telles que la transformation radicale des terres, la construction de barrages et d'ouvrages d'irrigation ainsi que la contamination par des produits toxiques. Plus de 135 millions de personnes risquent d'être déplacées du fait de la seule désertification 3/.

12. Les projets de réinstallation involontaire viseraient, selon les directives de la Banque mondiale, à fournir de meilleures et nouvelles possibilités aux personnes déplacées. Toutefois, ces projets sont habituellement mal planifiés, gérés et financés. Ils sont imposés à des personnes qui n'ont guère été consultées et soulèvent de graves problèmes de droits de l'homme et d'écologie. Beaucoup de personnes déplacées, obligées d'abandonner leur patrimoine culturel et leurs moyens de subsistance, ont été réduites à l'état de travailleurs migrants. Ces personnes déplacées sont souvent réinstallées dans des bidonvilles ou sur des frontières agricoles fragiles, où elles contribuent au déboisement et à la désertification. La maladie, la faim, la perte de leurs moyens de subsistance et d'autonomie sont leur lot 4/.

13. Les projets de construction de grands barrages imposent des réinstallations involontaires en masse des populations locales et sont notoires pour les violations des droits de l'homme et la dégradation écologique qu'ils suscitent. Les changements écologiques en aval causent souvent la perte des ressources en eau et de terres arables pour les cultivateurs tributaires du débit traditionnel. D'importants changements dans l'utilisation des sols peuvent se produire en raison du barrage, modifiant les valeurs foncières, entraînant l'accaparement de terres, des déplacements et une dégradation accrue de l'environnement. Par exemple, le projet

hydroélectrique concernant le bassin de la Volta au Ghana a causé 70 000 cas d'onchocercose. Il a fallu réinstaller 80 000 personnes, dont beaucoup ont dû déménager à nouveau après un premier échec de leur réinstallation 5/. De même, le projet concernant le bassin de la Narmada en Inde amènera à expulser des milliers de personnes qui occupent leurs terres ancestrales de manière communautaire au titre d'une occupation qui ne pourra jamais être convertie en droit de propriété reconnu et dédommagé en vertu de la loi de l'Etat 6/.

14. Les grands projets de culture commerciale peuvent également amener une dégradation étendue. La Banque mondiale a récemment évalué les projets de production cotonnière en Afrique de l'Ouest et a constaté qu'ils avaient entraîné le déboisement, l'érosion et une baisse de la fertilité du sol. Des milliers de petits ménages marginaux ruraux ont été incités à renoncer à des parcelles d'où ils tiraient leur subsistance et à travailler pour produire des cultures commerciales 7/. D'autres grands projets agricoles ont remplacé une agriculture locale durable par des cultures d'exportation non durables. Pour ne citer qu'un seul exemple, qui est dramatique, la mer d'Aral en Asie centrale n'a plus que les deux tiers de son volume naturel du fait que, depuis 30 ans, l'eau qui s'y déversait est détournée au profit de l'irrigation de terres consacrées à des cultures commerciales 8/.

15. De tels projets destructeurs visent souvent à accroître le taux d'exportation des ressources naturelles. La capacité qu'ont les Etats de contrôler le taux des exportations de ressources est limitée, notamment par les règles actuelles du commerce international. Ces règles peuvent aussi limiter la capacité des Etats à mettre effectivement en oeuvre des politiques nationales en vue d'un développement durable.

Recommandations à la Commission

16. Le Groupe de travail est invité à étudier plus avant comment le droit au développement peut être mis en oeuvre de manière à garantir le respect de l'environnement et des autres droits de l'homme.

17. Le Groupe de travail est invité à examiner plus avant le lien entre le droit au développement, les activités des institutions financières et commerciales internationales et le respect de l'environnement et des droits de l'homme, ainsi qu'à étudier les moyens d'intégrer les politiques de ces institutions à celles des organisations s'occupant des droits de l'homme et des autres institutions des Nations Unies s'occupant du droit au développement. Il pourrait faire rapport à la Commission, à sa prochaine session, sur les résultats de ses travaux.

18. Les gouvernements sont invités à mettre au point des mécanismes qui garantissent le respect de l'environnement et des droits de l'homme lors de la mise en oeuvre des politiques nationales de développement.

19. Les institutions financières internationales sont invitées à s'assurer que, par le biais de règles contraignantes, les bénéficiaires de fonds pour l'exécution de projets de développement garantissent le respect de l'environnement et des droits de l'homme lors de l'élaboration et de la mise en oeuvre de politiques et projets de développement.

20. Le Fonds monétaire international et la Banque mondiale sont invités à revoir et exécuter leurs mandats initiaux conformément aux recommandations du Secrétaire général 9/ et les nouvelles institutions économiques internationales, telles que l'Organisation mondiale du commerce, sont invitées à incorporer à leur mandat des critères de nature à promouvoir le droit au développement, la protection de l'environnement et les droits de l'homme.

21. Il est recommandé de coordonner les efforts avec les organisations intergouvernementales et les organes spécialisés, notamment le Programme des Nations Unies pour l'environnement, le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels et la Commission du développement durable.

Notes

1/ Les organisations Human Rights Advocates (HRA) et Natural Heritage Institute (NHI) sont des organisations non gouvernementales s'occupant d'éducation et de défense en matière de droits de l'homme et de préservation de l'environnement à l'échelle internationale. Cet exposé écrit a été rédigé par Heidi Poppe et Michelle Schwartz pour NHI et HRA. Pour tout renseignement complémentaire, contacter : Natural Heritage Institute, 114 Sansome Street Suite 1200, San Francisco, CA, 94104 (Etats-Unis d'Amérique).

2/ Michelle L. Schwartz, "International Legal Protection for Victims of Environmental Abuse", The Yale Journal of International Law, vol. 18:355 (1993).

3/ Voir note 2.

4/ James C.N. Paul, "The Human Right to Development: Its Meaning and Importance", The John Marshall Law Review, vol. 25:235 (1992).

5/ Voir l'intervention de HRA/NHI à la quarante-quatrième session de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités.

6/ Voir note 5.

7/ Voir note 4.

8/ Rapport sur le développement dans le monde : Le développement et l'environnement, p. 40 (Banque mondiale, 1992). Voir aussi note 6.

9/ Le Secrétaire général a proposé que les institutions financières internationales revoient et exécutent leur mandat initial. Le Fonds monétaire international devrait régler les déséquilibres de la balance des paiements de manière à partager le fardeau de l'ajustement entre les pays excédentaires et les pays déficitaires. La Banque mondiale devrait s'attaquer sérieusement au problème du recyclage des excédents mondiaux des pays riches de manière que les pays pauvres ne soient plus obligés d'emprunter sur les marchés financiers privés. Il a également suggéré que la Commission invite la Banque mondiale à introduire progressivement des critères relatifs aux droits de l'homme à tous les stades de ses travaux (E/CN.4/1993/16, par. 48).
